

## Schweizer Koordination Gerechter Welthandel Coordination Suisse-OMC

Comité : Communauté de travail Swissaid/Action de Carême/Pain pour le prochain/Helvetas/Caritas/  
Eper, Déclaration de Berne, Pro Natura, Union suisse des paysans,  
Union syndicale suisse, Uniterre

Conférence de presse du 26 août 2003  
OMC/Cancún : Syndicats, paysans et ONG présentent leurs revendications

### **L'agriculture suisse menacée de disparition**

**Fernand Cuhe, secrétaire Uniterre, Conseiller national écologiste**

*Depuis la conférence de l'OMC au Qatar en novembre 2001, le grand marchandage planétaire est reparti. Les pays membres de l'OMC tentent de s'entendre sur l'ampleur et les modalités des nouveaux sacrifices qui seront exigés des paysans du Sud et du Nord, au bénéfice des grands marchands de la planète. Apparemment, l'immense sécheresse qui sévit en Europe ne provoque aucune modification du climat politique au sein des négociations. L'extension du marché demeure l'objectif prioritaire, sans considérations concernant la sécurité alimentaire ou la pollution liée au développement des transports. Effarant !*

*Les propositions pour un nouvel accord sur l'agriculture sont tellement extrêmes et unilatérales que leur adoption par le Conseil fédéral et le Parlement signifierait la disparition de la paysannerie suisse, en violation de l'article constitutionnel sur l'agriculture. Le référendum serait alors inévitable.*

Que des experts de l'ONU (fait nouveau) déclarent que l'application des accords de l'OMC n'a pas entraîné une amélioration des conditions de vie des populations paysannes les plus démunies, que des phénomènes climatiques nouveaux comme la sécheresse – d'ampleur et persistante – en Europe provoquent des difficultés d'approvisionnement en nourriture animale et humaine, détruisent par le feu des dizaines de milliers d'hectares de forêts, tout cela semble n'avoir aucun effet sur les négociateurs de l'OMC en salle climatisée. Ils n'émettent apparemment aucun doute quant à l'objectif majeur du sommet de Cancun: le marché des denrées alimentaires doit être libéré des entraves qui l'empêchent de s'épanouir pleinement. L'OMC ne se préoccupe pas de sécurité alimentaire, d'atteintes à l'environnement ou de disparitions massives d'emplois ruraux. Encore moins du bien-être des populations.

Une nouvelle réduction de la protection aux frontières, une augmentation de l'accès minimum obligatoire aux produits importés, une nouvelle réduction de certaines formes de soutien interne vitales pour notre paysannerie entraîneraient une disparition programmée d'une agriculture productive en Suisse. Malgré une restructuration accélérée des exploitations, la situation financière de celles et ceux qui restent en activité ne s'est pas améliorée suffisamment pour faire face à une nouvelle diminution du revenu. Pour nombre d'entre nous, la situation s'est même dégradée par la nécessité d'investissements nouveaux et importants, insuffisamment rentabilisés. Vous y ajoutez les conséquences financières de la sécheresse, l'éventuelle application des mesures d'assainissement des caisses fédérales (moins 470 millions de 2004–2007 ) et vous avez la certitude d'une saignée spectaculaire dans les campagnes.

Si un tel scénario devait se réaliser, il faudrait alors modifier fondamentalement l'article constitutionnel sur l'agriculture et la loi. Aujourd'hui, nous sommes déjà à la limite de pouvoir assumer convenablement le mandat qui nous est confié avec l'appui d'une majorité du peuple. A savoir, produire en fonction des demandes du marché essentiellement intérieur, préserver l'environnement et occuper de façon décentralisée le territoire.

En conformité à ce mandat, le gouvernement suisse n'est pas autorisé à accepter de nouvelles concessions dans les négociations en cours au sein de l'OMC. S'il cède à la pression des accros du dogme d'une plus grande libéralisation, il bafoue la législation nationale. Si tel devait être le cas, le référendum devra être lancé.

### **Négocier avec d'autres objectifs**

Il est encore temps pour éviter la poursuite des discussions sur la voie de l'impasse. En se référant au droit de chaque pays de développer sa propre agriculture, un principe reconnu au Sommet mondial de l'alimentation de la FAO, en s'appuyant sur le principe de souveraineté alimentaire revendiqué par Via Campesina, regroupant des millions de paysans dans le monde, le Conseil fédéral doit prendre l'initiative de lancer la proposition d'un moratoire concernant l'agriculture et d'engager de nouvelles négociations en fixant comme objectif prioritaire l'accès à la nourriture pour tous. Il dispose déjà d'une abondante documentation crédible pour rapidement démontrer qu'une plus grande libéralisation des marchés agricoles va à l'encontre de cet objectif. Nul doute qu'il sera rejoint par de nombreux partenaires. Ainsi la Suisse aurait le grand mérite d'affirmer que les gouvernements ne veulent plus être assujettis aux grands marchands de la planète. Au fond, le Conseil fédéral ne ferait que revendiquer en toute légitimité un pouvoir de décision qui leur a étonnamment échappé ces dernières années.

### **Pour plus d'informations :**

Secrétariat Uniterre, 2523 Lignières, tél. 032 751 19 53 ou 079 364 24 26